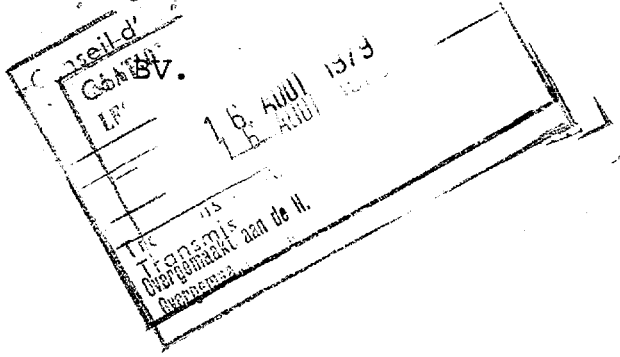


L. 13.356/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 28 mai 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement des officiers chefs de musique de carrière", a donné le 25 juin 1979 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e mei 1979 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werving van de beroepsofficieren-kapelmeesters", heeft de 25e juni 1979 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'expression "officiers chefs de musique de carrière" est lourde. Comme il paraît difficilement concevable que les officiers chefs de musique ne soient pas des officiers de carrière, il s'indiquerait de reprendre l'expression "officiers chefs de musique" employée par l'arrêté royal du 1er décembre 1970.

Par ailleurs, l'intitulé reflèterait mieux le contenu de l'arrêté en projet s'il était libellé comme suit :

"Arrêté royal relatif au recrutement et à la formation des officiers chefs de musique".

PREAMBULE.

Les alinéas 1er et 2 devraient être rédigés comme suit :

"Vu la loi du 1er mars 1958 ... modifiée par la loi du 13 juillet 1976, notamment l'article 1er modifié par la même loi et l'article 5;

Vu la loi du 30 juillet 1938 ... et par les lois du 10 juin 1970, du 13 novembre 1974 et du 13 juillet 1976;".

+

.../...

L'article 8 de la loi du 13 juillet 1976 constitue le fondement légal des articles 8 et 10 du projet. Le préambule devrait être complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

"Vu la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, notamment l'article 8, § 2;".

+

EXAMEN DU TEXTE.

Le projet est divisé en trois chapitres : le chapitre ler est consacré au recrutement normal, le chapitre II au recrutement spécial. Le chapitre III contient une disposition abrogatoire et la formule exécutoire.

Le chapitre Ier est subdivisé en deux sections : section 1 - Recrutement et Agréation; section 2 - Avancement. Cette subdivision ne se justifie pas. La nomination en qualité de sous-lieutenant n'est pas un avancement mais le terme de la procédure de recrutement et de formation. Cette subdivision n'est d'ailleurs pas utilisée dans le chapitre II relatif au recrutement spécial.

CHAPITRE Ier.

L'intitulé de ce chapitre serait plus simplement rédigé comme suit :

"Chapitre ler. Recrutement normal et formation des officiers chefs de musique.

OBSERVATIONS GENERALES.

L'ordre des dispositions du chapitre ler n'est pas logique.

.../...

Il serait préférable d'adopter l'ordre qui avait été suivi dans l'arrêté royal du 1er décembre 1970 que le projet tend à abroger et à remplacer.

Des propositions de textes seront faites ci-après.

Article 4.

Cet article appelle deux observations :

a. Ainsi qu'il sera proposé ci-après, les 1° et 2° consacrés aux épreuves de connaissances linguistiques peuvent être fondus en un seul alinéa;

b. Suivant le 3°, la nature de l'épreuve de technique musicale et les conditions de réussite sont fixées dans un règlement spécial approuvé par le Ministère de la Défense nationale.

Comme le Conseil d'Etat l'a rappelé dans son avis L. 12.255/2 au sujet du projet d'arrêté relatif au recrutement, à la formation et à l'avancement des candidats-officiers médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires, un arrêté ayant semblable objet ne peut être pris que par le ministre. La même observation vaut pour l'article 6, § 2, b, et pour l'article 16, § 2, a.

Article 6.

Suivant le paragraphe 1er de cette disposition, "les candidats qui ont été agréés sont admis à suivre les cours du conservatoire royal de musique dont question à l'article 2, 1°".

Cette disposition semble imposer aux conservatoires royaux de musique d'admettre les candidats qui ont été agréés par le Ministre de la Défense nationale en vertu de l'article 5.

A moins que cette disposition ne soit prise avec le contreseing des ministres dont relèvent les conservatoires royaux de musique, il faut supposer que les candidats doivent satisfaire aux conditions ordinaires d'admission aux cours de ces conservatoires. C'est sous cette réserve que la proposition de texte ci-après sera faite.

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent et de quelques améliorations de forme qui n'appellent pas de commentaire, les textes suivants sont proposés pour le chapitre ler.

"Chapitre ler. Recrutement normal et formation des officiers chefs de musique".

Article ler (article 3 du projet).

Pour être agréé comme candidat officier chef de musique il faut :

1° être âgé de 17 ans au moins et de 33 ans au plus le 31 décembre de l'année du recrutement;

2° être porteur du diplôme de premier prix d'harmonie écrite;

3° satisfaire aux conditions imposées par les dispositions législatives et réglementaires relatives aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix;

4° posséder les qualités morales indispensables à l'état d'officier, lesquelles sont appréciées pour chaque candidat par le Ministre de la Défense nationale;

5° satisfaire à l'examen médical, aux épreuves de condition physique et aux épreuves psychotechniques prévus pour les candidats officiers de carrière;

.../...

6° se classer en ordre utile, en fonction du nombre de places vacantes par régime linguistique, à un concours de recrutement dont le programme est fixé à l'article 2.

Article 2 (article 4 du projet).

Le concours de recrutement de candidat officier chef de musique comprend :

1° l'épreuve sur la connaissance approfondie de la langue française ou de la langue néerlandaise et l'épreuve sur la connaissance élémentaire de l'autre langue ou de la langue allemande, prévues par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

2° une épreuve de technique musicale dont la nature et les conditions de réussite sont fixées par un règlement que le Ministre de la Défense nationale arrête.

Article 3 (article 1er du projet).

§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale organise le recrutement et fixe, en fonction des besoins des forces armées et par régime linguistique, le nombre des candidats à recruter.

§ 2. Un avis publié au Moniteur belge mentionne le nombre de candidats à recruter par régime linguistique, le programme du concours de recrutement, la date limite pour l'introduction des candidatures ainsi

que les dates auxquelles les différentes épreuves ont lieu.

Article 4 (article 5 du projet).

Le Ministre de la Défense nationale agrée les candidats officiers chefs de musique. Ceux-ci contractent un engagement ou un rengagement initial en qualité de candidat officier de carrière, aux conditions fixées par l'arrêté royal du 8 novembre 1977 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix.

Article 5 (article 6 du projet).

§ 1er. Les candidats qui ont été agréés suivent, durant deux ans, dans un conservatoire royal de musique, les cours qui conduisent à l'obtention du diplôme de premier prix de contrepoint.

§ 2. Pendant les deux années de cours, ils doivent en outre :

a) suivre des cours de fugue;

b) recevoir une formation militaire et une formation musicale qui les préparent à réussir les épreuves visées à l'article 9, 2°;

c) suivre des cours ayant pour objet la langue dont ils ont justifié, en application de l'article 2, 1°, avoir une connaissance élémentaire.

.../...

Le programme des cours des formations et les conditions de réussite des épreuves visées au b, sont fixés par un règlement que le Ministre de la Défense nationale arrête.

Article 6.

§ ler (article 7 du projet). (Comme à l'article 7 du projet à l'exception :

- du 4° qui devrait être rédigé comme suit :

"4° est considéré par le Ministre de la Défense nationale, sur rapport motivé des supérieurs hiérarchiques, comme ne possédant plus les qualités morales indispensables à l'état d'officier".

- du dernier alinéa du texte français où l'adjectif "justificatif" est superflu et devrait être omis).

§ 2 (article 9 du projet). Le Ministre de la Défense nationale peut autoriser le candidat qui échoue aux épreuves de contrepoint, à suivre les cours pendant une année supplémentaire. Cette autorisation ne peut être accordée qu'une seule fois.

Article 7 (article 8 du projet).

La perte de la qualité de candidat officier chef de musique entraîne le retrait de plein droit des grades conférés par commission conformément à l'article 8.

.../...

Article 8 (article 10 du projet).

Les candidats officiers chefs de musique sont commissionnés au grade de ... (comme à l'article 10 du projet).

Article 9 (article 2 du projet).

Les épreuves de chef de musique visées à l'article 5, 3°, de la loi du 1er mars 1958 (la suite comme à l'article 2 du projet, en écrivant, à la fin du 2° : "présentées devant un jury composé d'un officier supérieur, président, et de deux officiers chefs de musique").

Article 10 (article 11 du projet).

(Comme à l'article 11 du projet, en remplaçant au 3°, les mots "à l'article 2" par "à l'article 9" et en supprimant, au 4°, l'intitulé de la loi du 30 juillet 1938").

+

CHAPITRE II.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre II. Recrutement spécial et formation des officiers chefs de musique".

.../...

Article 14.

Il y a une discordance entre cette disposition et l'article 3, 1°, du projet. Il pourrait se faire qu'en raison de la durée de la formation imposée aux candidats officiers, l'un de ceux-ci remplisse la condition au moment de son agrément comme candidat (par exemple 34 ans et 10 mois) mais ne la remplisse plus au moment de sa nomination (plus de 35 ans). Le gouvernement devrait préciser l'âge maximum que le candidat ne peut pas dépasser, en tenant compte de la durée de la formation des candidats en cas de recrutement spécial.

Article 15.

Cet article rend applicables aux candidats du recrutement spécial certaines dispositions du chapitre Ier consacré au recrutement normal. Or, l'article 10 n'est pas applicable aux candidats du recrutement spécial. Il dispose que les candidats officiers chefs de musique sont nommés sous-chef de musique après la réussite des épreuves conduisant à l'obtention d'un second prix de contrepoint alors que les candidats du recrutement spécial sont, dès leur agrément, porteurs d'un premier prix de contrepoint. De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de supprimer la référence à l'article 10 dans le texte de l'article 15 du projet et d'insérer dans celui-ci une disposition nouvelle.

Compte tenu des observations qui précèdent et de quelques améliorations de forme qui n'appellent pas de commentaire, les textes suivants sont proposés pour le chapitre II.

"Chapitre II. Recrutement spécial et formation des officiers chefs de musique.

Article 11 (article 14 du projet).

Pour être agréé au titre du recrutement spécial comme candidat officier chef de musique, il faut :

.../...

1° ne pas avoir dépassé l'âge de ...

2° être titulaire d'un diplôme de premier prix de contrepoint, délivré par un conservatoire royal de musique;

3° être en possession d'un certificat de fréquentation régulière du cours de fugue;

4° répondre aux conditions fixées à l'article ler, 3° à 5°;

5° se classer en ordre utile, en fonction du nombre de places vacantes par régime linguistique, à un concours de recrutement dont le programme est fixé à l'article 2.

Article 12 (article 12 du projet).

§ ler. Le Ministre de la Défense nationale organise le recrutement et fixe en fonction des besoins des forces armées et par régime linguistique, le nombre de candidats à recruter.

§ 2. Un avis publié au Moniteur belge mentionne le nombre de candidats à recruter par régime linguistique, le programme du concours de recrutement, les dates auxquelles ont lieu les épreuves et la date limite pour les inscriptions au concours.

Article 13 (article 13 du projet).

Les épreuves de chef de musique visées à l'article 5, 3°, de la loi du ler mars 1958 sont celles prévues à l'article 9, 2°.

.../...

Article 14 (article 15 du projet).

L'article 2, l'article 6, 2° à 4°, et l'article 7 sont applicables aux candidats officiers chefs de musique au titre du recrutement spécial.

Article 15 (article 16 du projet).

Jusqu'à leur nomination au grade de sous-lieutenant, les candidats agréés sont tenus :

a) de recevoir une formation militaire de base ainsi qu'une formation militaire et une formation musicale qui les préparent à réussir les épreuves visées à l'article 9, 2°;

b) de suivre des cours ayant pour objet la langue dont ils ont justifié, en application de l'article 2, 1°, avoir une connaissance élémentaire.

Le programme des cours des formations et les conditions de réussite des épreuves visées au a) sont fixés par un règlement spécial que le Ministre de la Défense nationale arrête.

Article 16 (article 15 partim du projet et disposition nouvelle).

Les candidats officiers chefs de musique sont commissionnés au grade de :

.../...

1° musicien de première classe le jour où ils souscrivent l'engagement ou le rengagement initial en qualité de candidat officier de musique;

2° sous-chef de musique à la fin de la formation militaire de base.

Article 17 (article 17 du projet).

Sont nommés au grade de sous-lieutenant chef de musique, les candidats qui remplissent les conditions suivantes :

1° ne pas avoir dépassé l'âge de 35 ans;

2° avoir satisfait aux épreuves de chef de musique visées à l'article 13;

3° avoir satisfait à l'épreuve sur la connaissance effective de la langue prévue à l'article 4 de la loi du 30 juillet 1938".

+

"Chapitre III. Dispositions finales.

L'exception énoncée à l'article 18 est, en réalité, une disposition transitoire.

Il convient donc de scinder cet article en deux dispositions distinctes. Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 18. L'arrêté royal du 1er décembre 1970 relatif au recrutement des officiers chefs de musique est abrogé.

Article 19. Les dispositions de l'arrêté royal précité du 1er décembre 1970 restent applicables aux sous-officiers musiciens militaires de carrière qui ont été agréés comme candidats officiers chefs de musique en application du même arrêté".

Article 20.

(Comme à l'article 19 du projet).

OPSCHRIFT.

De benaming "beroepsofficieren-kapelmeesters is nogal zwaar op de hand. Men kan zich ook moeilijk officieren-kapelmeesters indenken die geen beroepsofficieren zouden zijn; het verdient dan ook aanbeveling te werken met "officieren-kapelmeesters" zoals in het koninklijk besluit van 1 december 1970.

Het opschrift zou de inhoud van het ontwerp-besluit overigens beter weergeven indien het als volgt luidde :

"Koninklijk besluit betreffende de werving en de opleiding van officieren-kapelmeesters".

AANHEF.

Het eerste en het tweede lid zouden als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 1 maart 1958 ..., gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij dezelfde wet, en op artikel 5;

Gelet op de wet van 30 juli 1938 ... gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en 27 december 1961, bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1963 en bij de wetten van 10 juni 1970, 13 november 1974 en 13 juli 1976;".

+

.../...

Artikel 8 van de wet van 13 juli 1976 levert de rechtsgrond op voor de artikelen 8 en 10 van het ontwerp. De aanhef zou moeten worden aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

"Gelet op de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 8, § 2;".

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Het ontwerp is in drie hoofdstukken ingedeeld : hoofdstuk I handelt over de normale werving, hoofdstuk II over de speciale werving. Hoofdstuk III bevat een opheffingsbepaling en het uitvoeringsformulier.

Hoofdstuk I is onderverdeeld in twee afdelingen : afdeling 1 - Werving en aanvaarding van de kandidaten; afdeling 2 - Bevordering. Deze onderverdeling is niet verantwoord. De benoeming tot onderluitenant is geen bevordering maar het eindstadium van de wervings- en opleidingsprocedure. Met die onderverdeling is trouwens niet gewerkt in hoofdstuk II betreffende de speciale werving.

HOOFDSTUK I.

Het opschrift van dit hoofdstuk kan eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Hoofdstuk I. Normale werving en opleiding van officieren-kapelmeesters.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De bepalingen van hoofdstuk I staan niet in logische volgorde.

Het ware verkieslijk die bepalingen te stellen in de volgorde die toegepast is in het koninklijk besluit van 1 december 1970, hetwelk het ontwerp bedoelt op te heffen en te vervangen.

Tekstvoorstellen zullen hierna worden gedaan.

Artikel 4.

Bij dit artikel zijn twee opmerkingen te maken :

a. Zoals hierna zal worden voorgesteld, kunnen 1° en 2°, die op de taalkennis betrekking hebben, tot één lid worden samengevoegd.

b. Volgens 3° worden de aard van het examen over muziektechniek en de eisen om ervoor te slagen vastgesteld in een speciaal reglement dat door de Minister van Landsverdediging is goedgekeurd.

Zoals de Raad van State erop gewezen heeft in zijn advies L. 12.255/2 over het ontwerp-besluit betreffende de werving, de opleiding en de bevordering van de kandidaat-beroepsofficieren - geneesheren, -apothekers, -tandartsen en -dierenartsen, kan een besluit met een zodanige strekking alleen door de Minister worden vastgesteld. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6, § 2, b, en voor artikel 16, § 2, a.

.../...

Artikel 6.

Luidens paragraaf 1 van deze bepaling mogen "de kandidaten die zijn aanvaard, de cursussen van het koninklijk muziekconservatorium volgen, waarvan sprake in artikel 2, 1°".

Deze bepaling lijkt de koninklijke muziekconservatoria te verplichten om de kandidaten op te nemen die door de Minister van Landsverdediging aanvaard zijn op grond van artikel 5.

Tenzij deze bepaling wordt vastgesteld met de medeondertekening van de Ministers tot wier bevoegdheid de koninklijke muziekconservatoria behoren, moet worden verondersteld dat de kandidaten moeten voldoen aan de gewone voorwaarden voor toelating tot de cursussen van die conservatoria. Met dit voorbehoud wordt verderop een tekst voorgesteld.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen en van enkele vormverbeteringen die geen commentaar behoeven, worden de volgende teksten voorgesteld voor hoofdstuk I.

"Hoofdstuk I. Normale werving en opleiding van officieren-kapelmeesters.

Artikel 1 (artikel 3 van het ontwerp).

Om als kandidaat-officier-kapelmeester te worden aanvaard moet men :

1° ten minste 17 jaar en ten hoogste 33 jaar oud zijn op 31 december van het wervingsjaar;

2° houder zijn van het diploma van eerste prijs schriftelijke harmonie;

.../...

3° voldoen aan de eisen die worden gesteld door de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd;

4° de zedelijke hoedanigheden bezitten die voor de staat van officier onontbeerlijk zijn en waarover de Minister van Landsverdediging voor iedere kandidaat oordeelt;

5° met goed gevolg het geneeskundig onderzoek, de proeven van lichamelijke geschiktheid en de psycho-technische proeven ondergaan die voor de kandidaat-beroepsofficieren zijn voorgeschreven;

6° volgens het aantal per taalstelsel vacante plaatsen batig gerangschikt zijn bij een vergelijkend wervingsexamen, waarvan het programma is vastgesteld in artikel 2.

Artikel 2 (artikel 4 van het ontwerp).

Het vergelijkend wervingsexamen voor kandidaat-officier-kapelmeester omvat :

1° het examen over de grondige kennis van het Nederlands of het Frans, en het examen over de elementaire kennis van de andere taal of van het Duits, voorgeschreven bij artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

.../...

2° een examen over muziektechniek, waarvan de aard en de voorwaarden om te slagen worden bepaald in een reglement dat door de Minister van Landsverdediging wordt vastgesteld.

Artikel 3 (artikel 1 van het ontwerp).

§ 1. De Minister van Landsverdediging organiseert de werving en bepaalt, overeenkomstig de behoeften van de krijgsmacht en per taalstelsel, het aantal aan te werven kandidaten.

§ 2. Een in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt bericht vermeldt het aantal per taalstelsel aan te werven kandidaten, het programma van het vergelijkend wervingsexamen, de uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen en de data waarop de verschillende examengedeelten plaatshebben.

Artikel 4 (artikel 5 van het ontwerp).

De Minister van Landsverdediging aanvaardt de kandidaat-officieren-kapelmeesters. Deze gaan een dienstneming of een eerste wederdienstneming aan in de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 8 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd.

.../...

Artikel 5 (artikel 6 van het ontwerp).

§ 1. De kandidaten die aanvaard zijn, volgen gedurende twee jaar in een koninklijk muziekconservatorium, de cursussen met het oog op het behalen van het diploma van eerste prijs contrapunt.

§ 2. Tijdens de twee cursusjaren moeten zij bovendien :

a) cursussen fuga volgen;

b) een militaire opleiding en een muziekopleiding volgen die hen voorbereiden op het slagen voor de examens bedoeld in artikel 9, 2°.

c) cursussen volgen over de taal waarvan zij overeenkomstig artikel 2, 1°, hebben doen blijken een elementaire kennis te hebben;

Het programma van de opleidingscursussen en de voorwaarden om voor de onder b) bedoelde examens te slagen, worden bepaald in een reglement dat door de Ministers van Landsverdediging wordt vastgesteld.

Artikel 6.

§ 1 (artikel 7 van het ontwerp).

De hoedanigheid van kandidaat-officier-kapelmeester heeft niet langer degene die :

(zoals artikel 7 van het ontwerp, met uitzondering

.../...

- van 4° dat als volgt zou moeten worden geredigeerd :

"4° door de Minister van Landsverdediging, op een met redenen omkleed verslag van de hiërarchische meerderen, wordt geacht niet meer de zedelijke hoedanigheden te bezitten die voor de staat van officier onontbeerlijk zijn".

- van de Franse tekst van het laatste lid, waar het adjectief "justificatif" als overbodig moet vervallen).

§ 2 (artikel 9 van het ontwerp). De Minister van Landsverdediging kan de kandidaat die niet slaagt voor de examens contrapunt, toestaan de cursussen nog een jaar te volgen. Die toestemming kan slechts eenmaal worden gegeven.

Artikel 7 (artikel 8 van het ontwerp).

Het verlies van de hoedanigheid van kandidaat-officier-kapelmeester heeft van rechtswege de ontneming van de overeenkomstig artikel 8 door aanstelling verleende graden tot gevolg.

Artikel 8 (artikel 10 van het ontwerp).

De kandidaat-officieren-kapelmeesters worden aangesteld in de graad van ... (zoals in artikel 10 van het ontwerp, maar onder 2° leze men : "... het behalen van een tweede prijs contrapunt").

.../...

Artikel 9 (artikel 2 van het ontwerp).

De examens van kapelmeester, bedoeld in artikel 5, 3°, van de wet van 1 maart 1958 ... (voorts zoals in artikel 2 van het ontwerp maar het 2° leze men als volgt : "2° de volgende examens, die in een militaire muziekkapel worden georganiseerd en worden afgelegd voor een examencommissie samengesteld uit een hoofdofficier, voorzitter, en twee officieren-kapelmeesters").

Artikel 10 (artikel 11 van het ontwerp).

(Zoals in artikel 11 van het ontwerp, maar onder 3° vervange men de woorden "bij artikel 2" door "in artikel 9" en onder 4° leze men "dat voorgeschreven is bij artikel 4 van de wet van 30 juli 1938").

+

HOOFDSTUK II.

Het opschrift zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Hoofdstuk II. Speciale werving en opleiding van officieren-kapelmeesters".

.../...

Artikel 14.

Tussen deze bepaling en artikel 3, 1°, van het ontwerp loopt iets mis. Het kan immers gebeuren dat, wegens de duur van de opleiding die is voorgeschreven voor de kandidaat-officieren, een van hen de voorwaarde vervult bij zijn aanvaarding als kandidaat (b.v. 34 jaar en 10 maanden) maar dat hij ze niet meer vervult op het tijdstip van zijn benoeming (meer dan 35 jaar). De Regering zou nader moeten bepalen welke maximumleeftijd de kandidaat niet mag overschrijden, met inachtneming van de duur van de opleiding van de kandidaten bij speciale werving.

Artikel 15.

Dit artikel verklaart een aantal bepalingen van hoofdstuk I betreffende de normale werving toepasselijk op de kandidaten voor de speciale werving. Artikel 10 is echter niet van toepassing op de kandidaten voor de speciale werving. Het bepaalt dat de kandidaat-officieren-kapelmeesters worden aangesteld in de graad van onderkapelmeester na het slagen voor de examens tot het behalen van een tweede prijs contrapunt, terwijl de kandidaten van de speciale werving reeds bij hun aanvaarding houder zijn van een eerste prijs contrapunt. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de verwijzing naar artikel 10 in de tekst van artikel 15 van het ontwerp vervalt en dat een nieuwe bepaling in het ontwerp wordt opgenomen.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerkingen en van enkele vormverbeteringen die geen commentaar behoeven, worden de volgende teksten voorgesteld voor hoofdstuk II.

.../...

"Hoofdstuk II; Speciale werving en opleiding van officieren-kapelmeesters.

Artikel 11 (artikel 14 van het ontwerp).

Om als kandidaat-officier-kapelmeester bij speciale werving te worden aanvaard, moet men :

1°de leeftijd van ... jaar niet overschreden hebben;
2° houder zijn van een door een koninklijk muziekconservatorium afgegeven diploma van eerste prijs contrapunt;

3° houder zijn van een getuigschrift waaruit blijkt dat de cursus fuga regelmatig wordt gevolgd;

4° de bij artikel 1, 3° tot 5°, gestelde voorwaarden vervullen;

5° volgens het aantal per taalstelsel vacante plaatsen batig gerangschikt zijn bij een vergelijkend wervingsexamen, waarvan het programma is vastgesteld in artikel 2.

Artikel 12 (artikel 12 van het ontwerp).

§ 1. De Minister van Landsverdediging organiseert de werving en bepaalt, overeenkomstig de behoeften van de krijgsmacht en per taalstelsel, het aantal aan te werven kandidaten.

.../...

§ 2. Een in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt bericht vermeldt het aantal per taalstelsel aan te werven kandidaten, het programma van het vergelijkend wervingsexamen, de data waarop de examengedeelten plaatshebben en de uiterste datum van inschrijving voor het vergelijkend examen.

Artikel 13 (artikel 13 van het ontwerp).

De examens van kapelmeester, bedoeld in artikel 5, 3°, van de wet van 1 maart 1958, zijn die welke voorgeschreven zijn in artikel 9, 2°.

Artikel 14 (artikel 15 van het ontwerp).

Artikel 2, artikel 6, 2° tot 4°, en artikel 7 zijn van toepassing op de kandidaat-officieren-kapelmeesters bij wege van speciale werving.

Artikel 15 (artikel 16 van het ontwerp).

Tot zij in de graad van onderluitenant worden benoemd, moeten de aanvaarde kandidaten :

a) een militaire basisopleiding, een militaire opleiding en een muziekopleiding volgen, die hen voorbereiden op het slagen voor de examens bedoeld in artikel 9, 2°.

b) cursussen volgen over de taal waarvan zij overeenkomstig 2, 1°, hebben doen blijken een elementaire kennis te hebben.

.../...

Het programma van de opleidingscursussen en de voorwaarden om voor de onder a) bedoelde examens te slagen, worden bepaald in een bijzonder reglement dat door de Minister van Landsverdediging wordt vastgesteld.

Artikel 16 (artikel 15 partim, van het ontwerp en nieuwe bepaling)

De kandidaat-officieren-kapelmeesters worden aangesteld in de graad van :

1° muzikant eerste klasse, op de dag waarop zij de dienstneming of de eerste wederdienstneming als kandidaat-officier-kapelmeester aangaan;

2° onderkapelmeester aan het einde van de militaire basisopleiding.

Artikel 17 (artikel 17 van het ontwerp).

Tot onderluitenant-kapelmeester worden benoemd, de kandidaten die de volgende voorwaarden vervullen :

1° de leeftijd van 35 jaar niet overschreden hebben;

2° geslaagd zijn voor de examens van kapelmeester, bedoeld in artikel 13;

3° geslaagd zijn voor het examen over de wezenlijke kennis van de taal, voorgeschreven bij artikel 4 van de wet van 30 juli 1938".

+

"Hoofdstuk III. Slotbepalingen.

De in artikel 18 genoemde uitzondering is in feite een overgangsbepaling.

Dit artikel moet dan ook in twee afzonderlijke bepalingen worden gesplitst. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 18. Het koninklijk besluit van 1 december 1970 betreffende de aanwerving van officieren-kapelmeesters wordt opgeheven.

Artikel 19. De bepalingen van het eerdervermelde koninklijk besluit van 1 december 1970 blijven van toepassing op de beroeps-onderofficieren - militaire muzikanten die als kandidaat-officieren-kapelmeesters aanvaard zijn op grond van hetzelfde besluit".

Artikel 20.

(zoals in artikel 19 van het ontwerp).

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.